



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Situation sanitaire

Question au Gouvernement n° 3717

Texte de la question

SITUATION SANITAIRE

M. le président. La parole est à M. Adrien Quatennens.

M. Adrien Quatennens. Confinements puis déconfinements ; fermetures puis réouvertures ; couvre-feu à vingt heures puis à dix-huit heures ; bientôt, peut-être, reconfinement : la France, monsieur le Premier ministre, est suspendue à vos hésitations et vos incohérences. Que risque-t-on de plus, pourtant, dans un amphithéâtre, un cinéma, une salle de spectacle dans lesquels des protocoles sanitaires stricts sont appliqués, que dans les transports en commun où il est désormais recommandé de ne plus parler pour éviter les émissions de particules, ou à la caisse d'un magasin bondé en période de soldes ? Désormais, face aux variants de la covid-19, le Haut Conseil de santé publique recommande de ne plus utiliser les masques en tissu dont vous avez un temps fait la promotion, leur préférant les onéreux masques chirurgicaux ou FFP2 que vous refusez toujours de rendre gratuits malgré la pauvreté qui s'étend dans le pays.

Quant au vaccin, loin d'être considéré comme il aurait dû l'être comme un bien commun de l'humanité, il est soumis aux lois du marché et fait l'objet de contrats opaques entre les laboratoires et la Commission européenne. Qu'attendez-vous pour passer par les licences d'office afin de contourner les brevets, et pour procéder, si nécessaire, aux réquisitions permettant de le produire ? Les scientifiques nous alertent sur le fait que l'épidémie pourrait durer plus longtemps que nous ne l'avions anticipé. On parle maintenant d'un nouveau confinement et il se raconte que le chef de l'État, qui voit autant de procureurs dans les 66 millions de Français qui interrogent sa gestion de la crise, est agacé par ceux qui n'auraient pas d'autre solution à lui proposer. C'est la preuve que, muré dans un conseil de défense tenu au secret, il ne tient aucun compte du travail des oppositions parlementaires.

Au mois de novembre, en effet, nous vous avons proposé un plan complet destiné à éviter le confinement. Puisque l'épidémie va durer, il faut organiser et planifier, dans tous les secteurs de la société, les roulements et les protocoles qui permettront que la vie reprenne son cours. Car le métro-boulot-dodo auquel vous condamnez les Français n'est pas la vie et n'est pas tenable dans la durée. Qu'attendez-vous pour appliquer ces solutions alternatives ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe FI.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des solidarités et de la santé.

M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé. Ce que vous dites à propos de l'heure du couvre-feu, du confinement ou de la sortie du confinement est vrai : vous ne faites qu'énoncer des faits. Face à une épidémie d'une ampleur inédite, face à un virus jusqu'ici inconnu, nous prenons des décisions en fonction des connaissances scientifiques et sanitaires acquises en France et à l'étranger, puis nous les ajustons au plus près de manière à ne pas paralyser inutilement la vie sociale, économique, éducative de notre pays, tout en

protégeant et en sauvant des vies.

À l'inverse, le groupe La France insoumise fait preuve d'une indiscutable constance : il a voté contre le confinement généralisé au printemps dernier, contre le confinement généralisé de cet automne, contre le couvre-feu, contre l'état d'urgence sanitaire, contre la sortie de l'état d'urgence sanitaire et enfin contre la prolongation des mesures dérogatoires accompagnant cette sortie !

Mme Christelle Dubos et M. Rémy Rebeyrotte . Eh oui !

M. Olivier Véran, *ministre* . Si je devais donc résumer vos propositions,...

M. Éric Coquerel. Vous ne les écoutez pas !

M. Olivier Véran, *ministre*ce serait « non, non, non et non ! »

M. Adrien Quatennens. Lisez notre programme !

M. Olivier Véran, *ministre* . Or, avec des « non », on ne sauve pas des vies, on ne freine pas la diffusion d'un virus, on ne permet pas aux enfants du pays de retourner à l'école – sachant que chez certains de nos voisins, ils n'ont pas vu leur classe depuis le mois de mars ! De même, ce n'est pas avec des « non », ni en nous couvrant d'opprobres, que vous contribuerez à restaurer la confiance dans notre pays, à soutenir nos blouses blanches dans les hôpitaux ou à faire en sorte que les entreprises françaises et européennes produisent activement des vaccins...

M. Adrien Quatennens. Lisez nos propositions !

M. Éric Coquerel. Cessez de nous caricaturer !

M. Olivier Véran, *ministre* . Ce n'est pas non plus une telle attitude qui a permis de développer les tests gratuits pour tous, ni d'envoyer, comme nous le faisons encore cette semaine, 45 millions de masques gratuits à 7 millions de Français en situation précaire. Vous le voyez, il y a ceux qui agissent et ceux qui commentent. *(Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LaREM et Dem.)*

Données clés

Auteur : [M. Adrien Quatennens](#)

Circonscription : Nord (1^{re} circonscription) - La France insoumise

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3717

Rubrique : Santé

Ministère interrogé : Solidarités et santé

Ministère attributaire : Solidarités et santé

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [27 janvier 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [27 janvier 2021](#)